

LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français de la IV^e Internationale

Récemment, Anton Zischka, savant nazi, a déclaré :
 « La volonté de l'Allemagne est simple : être assez forte pour pouvoir être bonne, posséder suffisamment d'espace pour vivre sans rapines. La science est mise au premier rang par ceux qui travaillent à réaliser cette aspiration et, grâce à elle, nos victoires seront les victoires de ceux qui veulent construire, de ceux qui aiment la paix et qui croient au progrès. » Il suffisait d'y penser !

DÉFAITE NATIONALE OU RÉVOLUTION INTERNATIONALE ?

LA politique de défense nationale, à laquelle le nom de Daladier mérite de rester attaché, nous a rapporté la retentissante déculottée de Juin 1940, avec ses conséquences. Quand on pense que c'est au nom de cette politique que les partis de gauche, y compris le Parti Communiste, se sont mis en travers de la Révolution sociale commençante en 1936, on comprend quelle magistrale leçon nous ont donnée les faits. Cette leçon peut se résumer ainsi : « En dehors de la Révolution socialiste, il n'y a que honte, misère, esclavage et tuerie. » Chaque nouvel événement vient nous confirmer que le régime capitaliste est au bout de son rouleau, qu'il est entré en pleine putréfaction. Se lier à lui, c'est préparer sa propre faillite dans le ridicule sanglant.

La valeur théorique de la Révolution Nationale est strictement égale à zéro. Les "idées" ruminées depuis un siècle par la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie française ne constituent qu'un nuage de fumée, derrière lequel Maurras pensait pouvoir pratiquer une subtile politique de bascule et d'équilibre. Equilibre entre les classes : là, d'ailleurs, les mitrailleuses allemandes et les innombrables polices et sous-polices sont plus efficaces que toutes les chartes du travail et préchi-préchas du dimanche. Equilibre surtout entre les deux camps belligérants : aux Allemands, on donne tout ce qu'ils n'ont pas pris eux-mêmes, les têtes des communistes, les produits agricoles, toute la main-d'œuvre ouvrière active ; aux Anglo-Américains, on donne le reste, c'est-à-dire principalement des promesses, des mines vertueuses, des sous-entendus, on s'efforce de leur faire comprendre la situation. Politique ridicule si on la compare à la célèbre politique de bascule que l'Angleterre a pratiquée en Europe. Car l'Angleterre était puissante et pouvait manœuvrer. La France, elle, est ruinée ; elle n'a rien à offrir ; elle est à la merci de l'Allemagne sur le continent ; elle ne pouvait rien par elle-même dans ses colonies. La défaite d'Afrique du Nord et le sabotage de Toulon ont porté le coup de grâce à toute politique d'équilibre, à toute politique de sauvetage capitaliste de l'indépendance de la France. Cependant Daladier est allé sur place, avec quelques authentiques représentants du grand capitalisme français, essayer — puisque c'est la formule consacrée — de sauver au moins ce qui peut être sauvé ! Quoi qu'il advienne d'une si grande politique (qui débute par la ridicule querelle des prétendants Daladier-De Gaulle), la politique que Vichy mène depuis bientôt 30 mois s'est jugée par ses résultats.

L'empire, progressivement paralysé depuis le début de la guerre, est tombé comme un fruit mûr aux mains des Américains. L'armée (la "première du monde", selon Weygand et Girardoux, en 1939) ne compte plus qu'un seul soldat : il a 86 ans. La marine, garantie et condition indispensable de l'empire colonial, est au fond de l'eau avec tous les espoirs impérialistes. Enfin, par l'occupation totale du territoire, la défaite de Juin 1940 est parachevée. Il ne reste au gouvernement de Vichy qu'un atout : sa police, qui maintient l'ordre capitaliste à un meilleur prix de revient que l'administration directe par l'occupant.

Quant à l'avenir, gendarme de l'Allemagne en Méditerranée et en Afrique ou gendarme de l'Amérique en Europe, c'est toujours dans la gendarmerie

que le pays de 1789 et de la Commune peut espérer faire carrière. Disons que d'ailleurs, comme gouvernement capitaliste, Vichy fait ce qu'il peut et que Daladier ou De Gaulle ne feraient sans doute pas mieux, on l'a vu par Darlan au pouvoir. M. Maurras peut être satisfait de sa grande politique patriotique. De la "divine surprise" qui lui donna le pouvoir en Juin 1940, à "tristesse et stupeur", de Novembre 1942, la route ne fut ni longue, ni glorieuse.

Vichy sera maintenant de plus en plus domestiqué par l'Allemagne qui n'a plus de raison de nuancer ses exigences. Les fascistes français, dont la meute hurle encore "Il faut défendre notre empire", ont perdu toute possibilité d'indépendance vis-à-vis des nazis le jour où toute la bourgeoisie française perdait la possibilité de résister et de manœuvrer.

QUI DOIT PAYER les frais de la politique de Maurras ? Les travailleurs d'abord, bien entendu. Déportations accrues en Allemagne. Restrictions alimentaires nouvelles. Pour commencer. Car c'est nous qui avons coulé la France en Juin 1940 et en Novembre 1942. Et c'est eux, ces MM. du Comité des Forges, du Comité des Houillères et des 200 familles, les Laval, les Darlan, les Maurras, les bourgeois et les flics, qui voulaient la sauver. C'est nous qui devons payer. Et sur notre dos, plus tard, si Dieu et Roosevelt le permettent, ne pourront-ils tous se réconcilier un jour, se pardonner leurs crimes respectifs qui ne sont que de légères erreurs à côté de ce que nous ferions si on nous laissait faire, de ce que nous aurions fait en 1936 si le subtil Daladier ne nous en avait empêché, avec l'aide de quelques braves partisans de la défense nationale.

Amis Lecteurs, aidez-nous !

"La Vérité" est un journal sérieux.
 Elle est l'un des organes, à travers le monde, de la IV^e Internationale naissante.
 Elle est la voix des ouvriers conscients, votre journal.

Aidez-nous ! Diffusez "La Vérité" !

L'U.R.S.S. ET LE SECOND FRONT

Le débarquement des troupes américaines en Algérie et au Maroc a soudain bouleversé la physiologie de la guerre. Tandis que les troupes de Rommel se repliaient précipitamment devant un adversaire supérieur en hommes et en matériel, les premiers détachements alliés étaient aux prises avec les premiers contingents de l'Axe en Tunisie. Le passage de toute la côte nord-africaine entre les mains des Anglo-Faxons ne semble plus désormais qu'une question de jours. Les deux adversaires se font maintenant face de part et d'autre de la Méditerranée.

Au Café du Commerce, on a déjà dressé les plans de campagne du général Eisenhower et du général Montgomery. On sait ce qu'ils feront dans trois semaines et dans trois mois, et comment l'Espagne et la Turquie seront envahies. Nous ne nous livrerons pas à ce petit jeu où le plus souvent on se trompe. Nous voulons simplement souligner trois aspects du problème.

Tout d'abord, du point de vue purement militaire, l'opération n'en est encore qu'à ses débuts. Il faudra de nombreuses semaines pour amener à pied d'œuvre le matériel, les semaines pendant lesquelles l'Axe se préparera, lui aussi, massera ses forces sans pourtant qu'il lui soit besoin de distraire des forces vraiment considérables du front de l'Est. Tant que les Anglo-Faxons ne débarquent pas vraiment en force au sens où l'entend l'U.R.S.S. L'opération d'Afrique du Nord sert avant tout les intérêts américains ; et pourtant, sans la résistance russe, jamais l'opération africaine n'aurait pu réussir.

En donnant une place éminente au front de Méditerranée,

TRACT diffusé dans Brest le 19 Octobre 1942

RAZZIA D'ESCLAVES EN EUROPE OCCUPEE

Depuis une quinzaine de jours, les nazis expédient outre-Rhin des milliers de travailleurs.

Chaque jour les hitlériens clament victoire dans leurs journaux pourris... mais, après trois ans de "triomphe"... ils en sont réduits à transformer en forçats les ouvriers de toute l'Europe.

Dans cette infâme besogne, ils sont aidés par les flics de l'immonde gouvernement de Vichy.

La Révolution de 1789 avait aboli l'esclavage ! La Révolution Nazi-onale de Pétain et de Hitler rétablit l'esclavage !

Des dizaines de milliers de camarades ouvriers partent ou vont partir crever de froid et de faim et travailler pendant un an sous les triques des bourreaux hitlériens.

Il faut aider les copains !

Partout où cela est possible, il faut organiser la résistance collective, dans les usines, sur les chantiers, dans les gares...

Il faut que partout les nazis sachent que la masse ouvrière est solidaire des ouvriers désignés. Il faut que les nazis sachent que les prolétaires français en Allemagne ne feront rien contre leurs frères soviétiques, mais TOUT pour saboter la machine de guerre hitlérienne.

Nous ne retrouverons pas notre liberté par la soumission, mais par la lutte !

A notre combat contre les nazis, nous devons joindre la fraternisation avec les soldats allemands antihitlériens et avec les ouvriers allemands qui seront à nos côtés dans la grande Révolution Sociale qui vient. Seuls les imbéciles chauvins, dans le genre des nazis, sont partisans de la haine des races.

Mais tous les ouvriers conscients savent que la classe ouvrière et les masses exploitées n'ont qu'un ennemi : LE CAPITALISME INTERNATIONAL !

Car n'oublions jamais que si c'est la classe bourgeoise allemande qui nous a achetés, c'est la classe bourgeoise française qui nous a vendus !

l'offensive anglo-américaine provoque une crise interne de l'Axe extrêmement profonde : l'Allemagne se précipite sur la Méditerranée, s'introduit dans l'espace vital de l'Italie ; elle s'apprête à reconnaître à la France le rôle de second chargé de défendre ses droits sur l'Afrique ; l'Allemagne substitue ainsi la France à l'Italie dans l'ordre de ses alliances. D'où un violent antagonisme italo-allemand, d'où une violente crise de la bourgeoisie italienne qui vient couronner l'explosive crise sociale et économique que l'Italie traverse depuis des mois. Chacun sent que le peuple italien est prêt à résister et qu'il suffirait d'un coup audacieusement et vigoureusement frappé pour que le régime s'effondre. Mais chacun sait aussi que l'effondrement du fascisme signifierait la révolution en Italie et par là la révolution dans toute l'Europe.

Or, M. Roosevelt ne veut pas la révolution. Aussi veut-il moins abattre militairement l'Italie qu'exercer sur elle une pression diplomatique ; il escompte, en définitive, une révolution de palais qui, en éliminant Mussolini-Ciano, lui permettrait de traiter avec le Roi, le Pape, le comte Sforza et autres pantins catholiques et libéraux, qui ont été capables de porter le fascisme au pouvoir.

C'est dans les mêmes termes que se pose le problème de l'Espagne et celui des Balkans. Prendre l'offensive en Espagne, c'est déclencher la révolte des masses contre un régime qui ne

(Lire la suite au verso, 3^e colonne.)

EN BRETAGNE, COMMENT ILS SONT PARTIS...

Les dernières semaines d'octobre et le début de novembre ont vu, à Nantes et dans sa région, une résistance généralisée à la déportation en Allemagne.

A Nantes, le débrayage a été général dans la dernière semaine d'octobre. Partout des grèves d'une heure à une journée ont eu lieu. Le mouvement a débuté par les Batignolles et Château-Bougon, puis s'est étendu aux chantiers navals, aux industries alimentaires et même à une fraction des cheminots et jusqu'à de petites entreprises n'occupant que 10 à 15 ouvriers, ce qui montre bien la vague de solidarité qui a soulevé la classe ouvrière.

Aux Batignolles, dès avant la réquisition forcée, un propagandiste, "ouvrier retour d'Allemagne" (un nommé Lamothe, étant venu haranguer les prolétaires dans la cour de l'usine, se fit proprement siffler et sortir... avec sa baguette.

A Château-Bougon, les ouvriers, dès qu'ils apprirent leur inscription forcée sur les listes ("si vous ne voulez pas signer, l'inspecteur du Travail signera « par procuration » !") tentèrent de s'échapper à travers champs. Plusieurs ne purent être rejoints par la police, mobilisée à cet effet.

Mais, voyant l'ampleur du mouvement et le nombre d'ouvriers qui parvenaient à s'échapper, un accord du préfet assassin Dupard et du Feldkommandant ordonna, par voie de presse, aux ouvriers désignés de se rassembler quelques heures avant chaque départ dans la cour de la gare d'Orléans. Là, dans la tristesse des séparations familiales et sous la protection de nombreux flics et feldgendarmes, les ouvriers reçurent des sandwiches qu'ils s'empressèrent de renvoyer sans délai à la tête de leurs hypocrites donateurs.

Ce n'est qu'une fois entassés dans les trains (souvent dans des wagons à bestiaux, avec de la paille sur le plancher) que les prolétaires portèrent tous aux portières et aux autres ouvertures (au besoin en créant par le bris des vitres et autres obstacles) et, le poing levé, chantèrent *L'Internationale* jusqu'à leur sortie de la ville, gestes répétés à chaque départ et renouvelés à chaque traversée de ville sur le parcours.

Ces travailleurs ont su monter ainsi qu'ils n'ont pas oublié Juin 1936, ni renié l'idéal révolutionnaire.

D'autres exemples le montrent encore. Le signal d'alarme tiré continuellement — souvent tous les 300 mètres — obligeait les convois à stopper à chaque instant (les cheminots exécutant consciencieusement les règlements). On juge de la lenteur des convois en pensant qu'une fois, le train mit trois heures pour faire les 16 kilomètres qui séparent Nantes de Mauves...

Ce qui se produisit à Nantes se produisit également à Saint-Nazaire et dans d'autres petites villes de moindre importance. A St-Nazaire, aux chantiers de Penhoët et à "l'aire-aviation", entre autres, les ouvriers débrayèrent eux aussi.

Bien entendu, on imagine la grande sympathie de la population ouvrière nantaise lorsque, tous massés aux portières, les gars venant de Bretagne ou de St-Naz' traversaient la ville au chant de *L'Internationale* et le poing levé.

Quand, sur les wagons, les ouvriers inscrivirent : "A bas Laval!", "A bas Hitler!", "A bas Pétain!", ils indiquaient clairement dans quel esprit ils partaient. Ce n'était pas le "Vive la relève" des affiches.

Ouvriers déportés, votre résistance rejoint celle des travailleurs allemands et étrangers.

Les travailleurs allemands veulent la paix. Les femmes allemandes le manifestent en se couchant sur les rails à l'arrivée des trains. Le nazisme a uni les ouvriers de toute l'Europe contre sa guerre et son oppression barbares. Unissez vos efforts pour l'abattre.

En Allemagne, formez des groupes clandestins de défense ouvrière prévoyez la liaison clandestine avec ceux des travailleurs étrangers et allemands ; les ouvriers les plus combattifs doivent s'organiser par groupe de 3 ou 4 maximum, sur la base de l'usine où ils sont affectés. Seuls les responsables devront se connaître entre eux. Ayez toujours à la pensée l'illégalité de notre lutte ; si la Gestapo s'en mêle, c'est l'arrestation des meilleurs, l'anéantissement de vos efforts.

LEURS REVENDEICATIONS

1. — Versement du salaire intégral aux familles restées en France.
2. — Logements fréquents et gratuité du voyage.
3. — Mêmes salaires aux ouvriers désignés qu'aux ouvriers allemands de la même catégorie.
4. — Augmentation des rations alimentaires et contrôle des cantines et foyers des ouvriers.
5. — Des logements propres et confort-bles.
6. — Une protection efficace contre les bombardements. Arrêts du travail payés pendant les alertes ; descente aux abris.

Vous qui partez, n'oubliez pas que vous êtes solidaires de l'Armée Rouge. "Travailler mal et lentement", tel est le mot d'ordre. Il n'y a pas besoin d'apprendre à un bon ouvrier à utiliser toutes les prétextes. Le sabotage n'est une bo ne arme que s'il ne se retourne pas contre les ouvriers les plus combattifs.

Préparez pratiquement la révolution qui balayera, avec le fascisme allemand, le capitalisme.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

La Relève ?

Quelle Relève ? Ainsi les appels "au cœur et à la raison" (qui, l'un et l'autre nous disent de ne pas partir) ont fini par faire place à la méthode violente, à l'intimidation, à la menace du camp de concentration, au terrorisme qui est bien le dernier mot de la politique nazie. Le tout, sous le leit-motiv du chantage aux prisonniers.

Mais nous ne cessons pas de penser aux prisonniers. Il n'y a pas un ouvrier français qui refuserait d'aller là-bas prendre la place d'un prisonnier. « Dites-nous quel-prisonnier valide replendra chez lui demain et je vais prendre sa place. Ou bien faites revenir tel de mes camarades qui en est à sa quatrième tentative d'évasion et qui commence maintenant son troisième hiver entre les mains des nazis, sans vêtements chauds, sans sa capote, sans ses bottes et sans ses gants qu'on lui a retirés la dernière fois qu'il a été ratrapé. Oui, nous sommes prêts à partir. Qu'il vienne frapper lui-même à ma porte, celui que je pourrai relever ; mes ballots sont déjà faits. » Ainsi pensent tous les ouvriers français.

Mais nous avons aussi compris ceci. Ce n'est pas la relève des prisonniers français qu'on veut nous faire faire. Chaque ouvrier français qui va en Allemagne c'est un ouvrier allemand qui part au front. Aussi les femmes allemandes ont accueilli des trains de volontaires avec des injures et des pierres. De cette relève, nous ne voulons pas.

SOCIALISME ALLEMAND

Une nouvelle ordonnance du gauleiter Sauckel — l'homme de la relève — régit, depuis le 1^{er} Octobre, les conditions de rémunération des ouvriers de l'industrie d'armement. Le but des mesures est défini très cyniquement par Sauckel dans une interview qu'a reproduite toute la presse allemande. Il s'agit, d'une part, d'une diminution très sensible des tarifs en vigueur pour le travail aux pièces ou au boni, en particulier pour les ouvriers non qualifiés et les manœuvres ; seules quelques catégories d'ouvriers très qualifiés bénéficieront de très légers relevements de salaires. Il s'agit, d'autre part, d'une accélération de la cadence générale de la production : « L'Allemande, dit Sauckel, doit produire à pleins gaz. » Et il termine son interview par des menaces à peine voilées contre ceux qui ne voudraient pas comprendre.

Voilà le véritable visage du socialisme d'Hitler : la misère et une exploitation éhontée. Les ouvriers allemands, coude à coude avec les ouvriers étrangers travaillant en Allemagne, savent opposer, dès aujourd'hui, la résistance passive à toute tentative d'augmenter la cadence ; ils sauront, au coude à coude, préparer la grande bataille révolutionnaire qui liquidera la dictature nazie.

La France ne sera pas fasciste

Deux congrès fascistes ont eu lieu récemment : celui du R.N.P. et celui du P.P.F. Le deuxième, qui a coûté 15 millions aux contribuables, fut incontestablement le plus vivant des deux, le mieux organisé, le plus typiquement fasciste aussi. Dans cette lutte de loups entre eux où s'opposent Déat et Doriot, il n'est pas étonnant de voir le renégat du stalinisme l'emporter sur le renégat de la social-démocratie. Déat, qui cherche à rassembler tout ce qu'il peut y avoir de transfuges dans les anciens milieux de gauche parti socialiste, franc-maçonnerie instituteurs laïcs ou militants syndicalistes, n'existe pas à côté de Doriot qui réussit à grouper, autour de sa poignée de traitres venus du parti communiste, les éléments les plus réactionnaires, les pires ennemis du prolétariat que l'on puisse trouver en France. La résolution sur l'unité votée par le Congrès du P.P.F., modèle du genre, nous rappelle comme une sœur les résolutions votées jadis par les staliniens contre la S.F.I.O., au temps où il était question, dans *L'Humanité*, de "social-fascisme".

Mais si, dans le clan fasciste, le P.P.F. paraît l'emporter, ses succès seront bien limités et éphémères : Au lendemain de l'attaque américaine en Afrique du Nord, Doriot ne s'est-il pas lamentablement dégonflé, renonçant à son meeting du Velodrome

d'Hiver, quand le moment de l'action paraissait venu pour lui ? Les faux bruits de blessures et même de mort qui ont couru à son sujet pendant quelques jours n'auraient-ils pas été lancés par lui-même, comme justification d'une inaction et d'un mutisme dont ses partisans s'étonnaient ? La vérité est que Doriot, homme du capitalisme français depuis qu'il a trahi le prolétariat, n'étant nullement soutenu par un mouvement de masses, ne peut agir que lorsque ses maîtres lui en donnent l'ordre. Qu'est-il et que sont les Déat, Deloncle, Bucard et autres canailles, de plus que ce que veulent en faire les capitalistes allemands ou français ? Or, les premiers n'ont nullement envie de favori-er l'arrivée au pouvoir en France d'un véritable fascisme qui pourrait un jour s'opposer au leur ; et les seconds, qui ne se font pas d'illusions sur les sentiments réels du peuple français à leur égard, ne sont guère pressés de leur faire jouer un rôle de premier plan.

En France n'existent pas les conditions qui, en Italie et en Allemagne, ont amené le fascisme au pouvoir. La défaite, l'oppression nazie, ont accumulé la haine de ce régime de boue et de sang. Trahisant la Socialisme par intérêt, Doriot et Déat ont préparé leur propre défaite. Demain, le prolétariat se chargera de mettre fin à leurs discussions et à leur rivalité.

tient que par miracle. Débarquer dans les Balkans, c'est faire lever partout les bandes de paysans révolutionnaires de tchémikis serbes et de comitadjis macédoniens, c'est allumer en Europe Centrale l'immense incendie de la révolution : graine. Précisément parce que c'est cela que craignent par-dessus tout MM. Churchill et Roosevelt, ils vont disant à Franco : " Si vous êtes contre nous, c'est la révolution. Si vous êtes avec nous, c'est la stabilisation de votre régime, moyennant quelques petites concessions." De même, ils vont courtisant les Michel de Roumanie, les Boris de Bulgarie, ramenant dans leurs foyers le roi Georges de Grèce et le roi Pierre de Yougoslavie avec tout leur cortège de ministres prévaricateurs, de catins et de courtisans.

C'est donc parce qu'au stade actuel de la guerre, un second front ne pourrait que déchaîner sur l'Europe une immense vague révolutionnaire que les appels de Staline ne seront pas de long-temps entendus. Pourtant, chaque jour rend une aide militaire plus indispensable encore pour l'U.R.S.S. Certes, la force de pénétration allemande a considérablement diminué ; certes, l'hiver ramène la période des contre-offensives russes. Mais la situation militaire de l'U.R.S.S. est dominée par la situation extrêmement difficile de l'économie soviétique : dans un récent discours, Kalinine soulignait que la production agricole avait été inférieure aux plans dans la majorité des districts, alors que l'U.R.S.S. est privée de ses grands greniers à blé ; *La Prada* a annoncé d'innombrables mesures de répression contre des dirigeants de l'économie dont les entreprises n'avaient pas suffisamment rendu. Malgré toutes ses richesses, l'Union Soviétique a besoin de pétrole, de vivres et de blé. Malgré tous les sacrifices consentis par le peuple russe, Staline, loin de pouvoir exiger et obtenir un second front, doit réclamer l'aide des capitalistes. Mais ceux-ci n'entendent pas accorder pour rien leur appui ; ils démasquent maintenant leurs batteries ; ils exigent des concessions industrielles et minières ; la première, la *Texas Oil Co*, vient de demander le droit de contrôler le raffinage des pétroles russes. Derrière toute la politique de Washington à l'égard de l'Union Soviétique se profile l'inquiétante silhouette de M. Farman, propriétaire de riches concessions de managanèse au Caucase.

Une fois de plus nous devons constater que la politique de Staline n'a pas écarté le danger capitaliste de l'U.R.S.S. ; la bureaucratie est contrainte de choisir entre un compromis catastrophique avec Hitler ou la poursuite de la lutte aux côtés des alliés qui signifie, en définitive, d'immenses concessions économiques et sociales. Quant au deuxième front véritable, le front de la révolution prolétarienne en Europe, Staline lui-même lui a porté un coup redoutable, pour le présent, en lançant les militants communistes dans une lutte uniquement militaire, qui est dépourvue de tout sens stratégique tant qu'un second front véritable n'est pas créé ; elle a couronné cette politique d'aventure en subordonnant la lutte de ses "partisans" à celle de l'armée de De Gaulle, en embrigadant ses héroïques combattants sous les ordres de conspirateurs d'opérettes de l'acabit du général Delattre de Tassigny. Ce n'est pas dans cette voie que la révolution peut vaincre.

Pourtant les grèves, les manifestations qui, de Paris à Lyon, de Chambéry à Brest, ont marqué la lutte contre la relève, montrent que la classe ouvrière française et, derrière elle, la classe ouvrière de toute l'Europe, n'est pas prête à renoncer à la lutte. C'est dans la voie qu'ont tracée spontanément les cheminots et les métallos, dans la voie de Juin 1936, qu'il faut, plus que jamais, poursuivre, en ne s'arrêtant désormais que lorsque la victoire finale sera remportée, lorsque sera instauré par toute l'Europe le pouvoir des ouvriers et des paysans.

La Flotte Française se saborde

Encore une fois il ne s'est agi que de "sauver l'honneur". La marine française au fond de l'eau, l'armée d'armistice démolibolisée, l'Empire perdu, voilà qui ne permet plus aucune illusion sur la possibilité d'une politique indépendante à Vichy.

Le gaullisme des grands chefs militaires, le gaullisme des bourgeois, celui de Vichy, du Tout-Paris et du Tout-Marseille, celui qui est maintenant installé à Alger, n'ont-ils pas reçu à Toulon une gifle magistrale ? Si l'incapacité et la pourriture de la bourgeoisie avaient besoin d'une preuve supplémentaire après la défaite et la "Révolution Nationale", voilà qui est fait. Les plus grands chefs militaires, les plus hautes autorités civiles ont participé au "complot" avec tous les postes de commandement dans les mains. Incapables de prendre une décision, de donner un ordre à temps, ils n'ont su que saborder l'essentiel d'une des plus modernes marines.

Désormais la situation est claire pour la France. Plus d'Empire colonial ; sans marine, plus d'espoir d'en reconquérir ; sans armée, plus de chance de jouer un rôle militaire dans le monde. Voulez-vous vous ranger sous le drapeau à croix gammée ou sous la bannière étoilée ? Si vous ne reconnaissez, ni d'un côté, ni de l'autre, votre drapeau, songez que toute l'Europe subira le sort de la France et que l'Allemagne perdra elle-même tout espoir dans une issue militaire. La France bourgeoise, militariste et impérialiste est morte. La lutte des ouvriers et des paysans commence à peine. Vivent les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Après les grèves contre la "relève", les 6.000 travailleurs des Usines Chausson et Chenard et Walker sont entrés en grève pour protester contre le retrait d'une prime mensuelle de 450 fr., qui leur était allouée en raison de la hausse du coût de la vie. La grève a duré deux jours et demi, et elle s'est terminée par la victoire des travailleurs, qui ont obtenu une augmentation appréciable de leurs salaires.